

PLAN D'ACTION 2011
à l'égard
des personnes handicapées

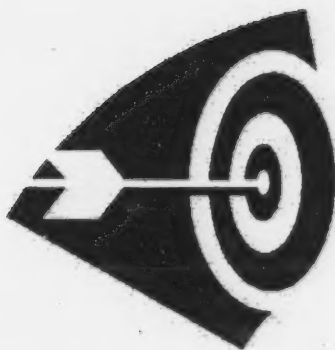


TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
1. Portrait de la Société de développement de la Baie-James	2
1.1 La mission de la Société	2
1.2 Secteurs d'activité.....	2
1.3 Territoire d'intervention	3
1.4 Les bureaux de la Société.....	4
1.5 Sa clientèle.....	4
1.6 Plan d'action 2009-2010.....	4
1.7 Période de référence du plan	4
2. Bilan du dernier plan d'action	5
2.1 Rappel des obstacles	5
2.2 Description des activités réalisées et des résultats atteints	7
2.3 Explication des écarts.....	7
3. Présentation du plan d'action 2011	8
3.1 Accessibilité physique des lieux	8
3.2 Sensibilisation et formation du personnel	10
3.3 Accueil et moyens de communication	11
3.4 Ressources humaines.....	13
3.5 Processus d'approvisionnement	14
4. Adoption du plan d'action	14
5. Diffusion du plan d'action	15
6. Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action	15

INTRODUCTION

L'article 61.1 de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* prévoit que chaque ministère et organisme public, qui emploie au moins 50 personnes, élabore, adopte et rende public annuellement, un plan d'action visant à réduire les obstacles à l'intégration des personnes handicapées dans le secteur d'activité relevant de ses attributions.

Souvent, ces personnes sont confrontées à un environnement parsemé d'obstacles et elles se voient contraintes de limiter ou de réduire leurs activités refrenant du même coup leur désir de participer plus activement à la société. Ainsi, l'approche de responsabilisation préconisée par la Loi prévoit l'adoption d'un plan d'action identifiant les obstacles à l'intégration des personnes handicapées et les mesures qui seront prises pour y remédier.

À cet égard, la Société de développement de la Baie-James (SDBJ) s'est dotée de son premier plan d'action en juillet 2006. Un échéancier de réalisation était associé aux différentes actions identifiées et couvrait jusqu'à la fin de l'année 2010.

Les actions identifiées dans ce plan visaient à prévenir, réduire et éliminer les obstacles afin que l'intégration des personnes handicapées constitue une démarche continue et essentielle pour leur offrir des opportunités égales de participation à toutes les dimensions de la vie en société.

Le présent plan d'action identifie des obstacles à l'intégration des personnes handicapées, que ce soit dans le cadre de la mission de la SDBJ ou dans les interrelations de ces dernières avec l'organisation. Il fait également un bilan des mesures prises dans le passé et décrit celles envisagées pour les prochaines années.



1. PORTRAIT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

1.1 La mission de la Société

À titre de mandataire du gouvernement du Québec, la Société de développement de la Baie-James (SDBJ) a pour mission de :

« Favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques, du territoire de la Baie-James. »

Dans le cadre de cette mission, la SDBJ favorise la concertation avec les autres intervenants, tant ceux du secteur public que ceux du secteur privé, elle peut également exécuter tout mandat que lui confie le gouvernement, un de ses ministères, organismes ou sociétés, dans tout domaine connexe et dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le mandant.

1.2 Secteurs d'activité

La SDBJ intervient dans trois grands secteurs d'activité :

Le secteur du **développement économique** a pour mandat de rechercher, de susciter et de soutenir des projets d'affaires et d'y participer en conformité avec les politiques d'investissement de la Société. Pour ce faire, il compte sur un fonds d'investissement à capital de risques de l'ordre de 16 millions de dollars.

Pour ses activités de services, la SDBJ exécute des mandats de gestion **d'infrastructures de transport** pour le compte de deux principaux clients, soit Hydro-Québec et le ministère des Transports du Québec (MTQ). Elle effectue ces mandats en tenant compte des besoins et des limites financières des bailleurs de fonds, tout en maximisant les retombées économiques régionales reliées à ces activités.

Pour ses **activités hôtelières**, la SDBJ assure l'exploitation du relais routier du km 381 ainsi que la gestion du campement du km 257 pour le compte d'une société en commandite. Le relais routier du km 381 offre des services de restauration, d'hébergement et de distribution de carburants aux usagers de la route de la Baie-James. C'est

actuellement le seul relais routier sur cette route de plus de 620 km, ce qui en fait un actif stratégique pour la clientèle touristique dans le secteur nord du territoire.

La SDBJ ne bénéficie d'aucune subvention du gouvernement du Québec afin de financer son fonctionnement. Ainsi, l'impératif d'autofinancer ses activités demeure au cœur de ses préoccupations. Elle doit également générer ses propres capitaux d'investissement.

1.3 Territoire d'intervention

La région administrative Nord-du-Québec, créée par décret gouvernemental en 1987, se divise en deux territoires : la Baie-James et le Nunavik. Ces territoires couvrent une superficie de 840 000 km². Le territoire de la Baie-James est circonscrit entre le 49^e et le 55^e parallèle nord et couvre 42 % de la région Nord-du-Québec ou 23 % de la superficie du Québec.

Ce territoire est donc littéralement immense. De ce fait, il présente de nombreux défis reliés à sa faible démographie et aux distances qui séparent les différentes communautés. À preuve, la densité de population de la région Nord-du-Québec (0,05 hab./km²) est 28 fois plus faible que celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 25 fois plus faible que celle de l'Abitibi-Témiscamingue, ses deux régions limitrophes.

Le territoire d'intervention de la Société est le territoire de la Baie-James. Deux groupes de citoyens habitent ce vaste territoire, soit les Cris, comptant 15 272 individus et les Jamésiens, au nombre de 14 654, pour un total de 29 926. Les dernières données démographiques publiées par l'Institut de la statistique du Québec démontrent une croissance de 26 % de la population crie entre 1996 et 2009. De son côté, la population jamesienne a chuté de 21 % durant cette même période.

Sur le territoire, les Cris habitent neuf communautés alors que les Jamésiens vivent dans quatre villes et trois localités. À l'exception de la communauté crie de Whapmagoostui, toutes les communautés du territoire sont accessibles par la route.

Sur le territoire de la Baie-James, il n'y a aucune municipalité qui est assujettie à la production d'un plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées.

1.4 Les bureaux de la Société

Afin de réaliser sa mission, la SDBJ a des bureaux ou des installations dans 5 points de services. Au 1^{er} janvier 2010, ses effectifs totalisaient 56 employés dont voici la répartition dans ses différents points de services.

Année 2010	Nombre d'employés	Population de la ville
Bureau de Chibougamau	3	7 503
Bureau de Malagami	17	1 658
Bureau de Radisson	8	250
Aéroport de La Grande- Rivière	11	n/a
Relais routier du km 381	17	n/a

1.5 Sa clientèle

- ❖ Les entreprises actives sur le territoire de la Baie-James
- ❖ Hydro-Québec
- ❖ Le ministère des Transports
- ❖ Les usagers de ses diverses infrastructures (routes, aéroports, relais routier du km 381 et locataires de ses divers bâtiments)

1.6 Plan d'action 2009-2010

Le plan d'action 2009-2010 de la SDBJ n'ayant pu être déposé dans les délais prévus, le présent plan inclura les réalisations des années 2008-2009 et 2009-2010.

1.7 Période de référence du plan

Le présent plan sera effectif du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011. Ce changement de période de référence a été effectué afin de correspondre avec l'année financière de la SDBJ. Le suivi budgétaire relié aux actions du plan ainsi que sa reddition de comptes seront ainsi facilités.

2. BILAN DU DERNIER PLAN D'ACTION

2.1 Rappel des obstacles

1. ACCESSIBILITÉ DES LIEUX		
1.1	Extérieur des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> a) <u>Édifice Le Jamésien</u> <ul style="list-style-type: none"> -signalisation inadéquate -pas de stationnement près de l'épicerie -stationnement près du dépanneur pas adéquat b) <u>Auberge Radisson</u> <ul style="list-style-type: none"> -pas de stationnements réservés aux personnes handicapées -pas de rampe à l'entrée principale c) <u>Complexe SDBJ</u> <ul style="list-style-type: none"> -aucun stationnement réservé aux personnes handicapées d) <u>Complexe Pierre-Radisson</u> <ul style="list-style-type: none"> -aucun stationnement réservé aux personnes handicapées e) <u>Relais routier du km 381</u> <ul style="list-style-type: none"> -pas de rampe pour accéder aux dortoirs
1.2	Intérieur des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> a) <u>Édifice Le Jamésien</u> <ul style="list-style-type: none"> -accès au 2^e étage b) <u>Auberge Radisson</u> <ul style="list-style-type: none"> -accès au 2^e étage c) <u>Complexe SDBJ</u> <ul style="list-style-type: none"> -accès au 2^e étage d) <u>Complexe Pierre-Radisson</u> <ul style="list-style-type: none"> -lavabos et urinoirs ne sont pas à des hauteurs inférieures pour les personnes en fauteuil roulant e) <u>Relais routier du km 381</u> <ul style="list-style-type: none"> -lavabos et urinoirs ne sont pas à des hauteurs inférieures pour les personnes en fauteuil roulant -pas de chambres adaptées aux personnes en fauteuil roulant f) <u>Aéroport de La Grande-Rivière</u> <ul style="list-style-type: none"> -accès au 2^e étage

2. ACCÈS AU MATÉRIEL/UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE		
2.1	Accès aux documents	<p>a) <u>Accès à l'imprimé</u> -les communiqués de la SDBJ sont disponibles par écrit seulement</p> <p>b) <u>Accès à l'information Internet</u> -le site Internet de la SDBJ ne respecte pas les normes, recommandations et lignes directrices pour faciliter l'accessibilité des personnes ayant divers types d'incapacités, tel que proposé par le World Wide Web Consortium (W3C), par le biais de son projet Web Access Initiative (WAI)</p>
3. MOYENS DE COMMUNICATION		
3.1	Téléphonique	-incapacité des personnes ayant une incapacité auditive à communiquer par téléphone avec des employés de la SDBJ
3.2	Personne à personne	-le personnel n'est pas formé pour utiliser des méthodes adaptées pour faciliter la communication de personne à personne
4. ATTITUDE DU PERSONNEL		
		-le personnel n'est pas sensibilisé à la nécessité d'avoir une approche respectueuse et adaptée envers les personnes ayant une incapacité visuelle, auditive, motrice ou liée aux activités intellectuelles



2.2 Description des activités réalisées et des résultats atteints

Activités réalisées
Les stationnements réservés aux personnes handicapées à l'édifice Le Jamésien ont été réaménagés.
Les aires de stationnement à l'édifice Le Jamésien, au complexe SDBJ, au complexe Pierre-Radisson et à l'Auberge Radisson ont été peintes en bleu.
Une signalisation appropriée a été ajoutée aux endroits désignés.
Le personnel a été sensibilisé à la nécessité d'avoir une approche respectueuse et adaptée envers les personnes ayant une incapacité visuelle, auditive, motrice ou liée aux activités intellectuelles.
Une fonction permettant d'ajuster la taille et l'élasticité des caractères a été ajoutée à notre site Internet.
Des travaux d'amélioration ont été réalisés au 1 ^{er} étage de l'édifice Le Jamésien en respectant les normes du Code de construction du Québec.

2.3 Explication des écarts

Concernant l'accessibilité des lieux, il faut noter que la Société s'est départie de certains biens immobiliers tels que, l'Auberge Radisson, le complexe SDBJ et le complexe Pierre-Radisson (CPR). Compte tenu de cette situation, les activités envisagées pour la correction des obstacles n'ont pas été réalisées. L'accessibilité au 2^e étage de l'édifice Le Jamésien à Matagami et de l'aéroport de La Grande-Rivière à Radisson n'a pas été exécutée en raison de la faible population dans ces secteurs. En ce qui concerne le relais routier du km 381, un projet de reconstruction d'un nouveau bâtiment est en élaboration et sera réalisé en tenant compte des normes du Code de construction du Québec concernant l'accès aux personnes handicapées.

Des changements organisationnels ont affecté grandement les mesures prévues concernant l'adaptation des communications de personne à personne, des communications téléphoniques, de l'accès à l'imprimé et de l'accès à l'information Internet. Les activités prévues seront reportées dans le prochain plan d'action.

3. PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION 2011

L'analyse du bilan du plan d'action précédent a démontré que certains obstacles persistaient. Ils apparaissent conséquemment de nouveau dans ce plan d'action. Il en est de même pour les objectifs qui s'y rapportent ainsi que pour certaines mesures.

Dans les pages qui suivent, nous présentons les obstacles identifiés dans le dernier plan d'action de la Société qui n'ont pas été pleinement réduits, malgré les mesures mises en place. Ils sont présentés en fonction de l'accessibilité physique des lieux, de la sensibilisation et de la formation du personnel, de l'accueil et des moyens de communication adaptés pour les personnes ayant des incapacités afin de faciliter leur accès aux services et leur participation ainsi qu'une section s'adressant aux ressources humaines actuelles et futures de la Société. De nouveaux obstacles ont également été identifiés lors de la rédaction du plan actuel. Ils apparaîtront dans la présente section. De plus, nous abordons également notre processus d'approvisionnement lors d'achat ou de location de biens et de services afin de permettre l'accessibilité aux personnes handicapées.

3.1 Accessibilité physique des lieux

Nous déploierons les efforts requis et prendrons les moyens raisonnables pour permettre aux personnes handicapées d'accéder à nos services.

Édifice Le Jamésien
Obstacle identifié
Accès au 2 ^e étage de l'édifice par escalier seulement.

En ce qui concerne l'obstacle identifié, rendre accessible le 2^e étage de l'édifice représente des coûts importants que la Société ne peut envisager compte tenu de la faible population et de la nature des services qui sont offerts à cet édifice. Cependant, nous prendrons des mesures d'accommodement nécessaires s'il y avait une demande d'une personne handicapée pour lui faciliter l'accès à nos services par exemple en allant rencontrer cet individu à son domicile.

Relais routier du km 381
Obstacles identifiés
Les lavabos et les urinoirs ne sont pas à des hauteurs inférieures pour les personnes en fauteuil roulant.
Pas de rampe pour accéder aux dortoirs.
Pas de chambres adaptées aux personnes en fauteuil roulant.

En ce qui concerne le relais routier du km 381, le projet de construction d'un nouveau bâtiment est maintenu. Il va s'en dire que la réfection tiendra compte des normes de conception sans obstacles qui figurent dans le Code de construction du Québec (CCQ).

Aéroport de La Grande-Rivière
Obstacle identifié
Accès au 2 ^e étage de l'édifice.

L'accessibilité pour les personnes handicapées au 2^e étage de l'édifice représente un obstacle majeur. À court terme, la suppression de cet obstacle ne sera pas envisagée compte tenu du coût engendré par la réalisation de travaux permettant l'accès. Cependant, nous ferons tout en notre pouvoir pour accommoder les personnes handicapées. Il est à noter qu'il n'y a aucun service offert à la population au deuxième étage, cet espace est totalement occupé par des bureaux administratifs.

Bureau de Chibougamau
Obstacle identifié
Accès aux locaux situés au 2 ^e étage de l'édifice par escalier seulement.

La SDBJ est locataire de l'emplacement de son bureau de Chibougamau. Il est donc difficile et onéreux d'entreprendre les travaux requis pour rendre accessible nos locaux. Cependant, nous prendrons des mesures d'accommodement nécessaires sur demande afin de faciliter l'accès à nos services par une personne handicapée. Par exemple, en allant rencontrer cet individu à son domicile.

Il est à noter que nous n'avons reçu aucune plainte relativement à l'accès de nos bâtiments. Cependant, nous sommes conscients des difficultés que pourraient rencontrer les personnes handicapées à accéder à nos services et nous mettrons tout en œuvre pour les accommoder.

3.2 Sensibilisation et formation du personnel

Nous réitérons l'objectif visant à favoriser une approche respectueuse et adaptée envers la clientèle ayant des incapacités et de voir à ce que le personnel assurant la prestation de services au comptoir, par téléphone, par la poste ou par courrier électronique soit sensibilisé et formé aux particularités des personnes ayant des incapacités.

Approche respectueuse et adaptée
Obstacle identifié
Le personnel est peu sensibilisé à la nécessité d'avoir une approche respectueuse et adaptée envers les personnes ayant une incapacité visuelle, auditive, motrice ou liée aux activités intellectuelles.

Quoique le personnel assurant les prestations de services ait reçu une formation concernant la sensibilisation vis-à-vis les personnes handicapées, nous jugeons qu'il serait profitable que les employés poursuivent leurs démarches. Pour ce faire, nous continuerons à sensibiliser les employés par diverses activités. Nous nous fixons comme objectif de réaliser une activité de sensibilisation par année auprès de notre personnel. L'ensemble du personnel de la Société sera également invité à prendre connaissance de ce plan et à transmettre ses commentaires.



3.3 Accueil et moyens de communication

Nous poursuivrons avec l'objectif visant à donner accès aux documents et aux services offerts au public.

Communications de personne à personne
Obstacle identifié
Le personnel n'est pas apte à utiliser des méthodes adaptées pour faciliter la communication de personne à personne.

Nous allons prendre des mesures pour faciliter la communication de personne à personne. Entre autres, nous allons sensibiliser et former le personnel à la communication orale simplifiée et à l'utilisation de pictogrammes. Nous nous fixons comme objectif de sensibiliser et de former 50 % de notre personnel travaillant directement avec la clientèle.

Communications téléphoniques
Obstacle identifié
Incapacité des personnes ayant une incapacité auditive à communiquer par téléphone avec des employés de la SDBJ.

Pour accommoder les personnes ayant une incapacité auditive à communiquer avec les employés de la SDBJ, nous prévoyons sensibiliser les employés à la communication téléphonique simplifiée qui consiste à utiliser des stratégies qui favorisent la compréhension. Nous avons comme objectif de sensibiliser l'ensemble du personnel offrant le service d'accueil téléphonique.

Pour les communications qui pourraient provenir d'une personne sourde ou malentendante, le service de relais téléphonique pourra être utilisé. Les employés de la Société seront informés de la façon d'utiliser ce service.



Accès à l'imprimé
Obstacle identifié
Les communiqués de la SDBJ ne sont pas adaptés aux personnes handicapées.

Pour enrayer cet obstacle, nous prévoyons utiliser différents moyens afin d'adapter nos documents et ainsi les rendre accessibles aux personnes handicapées. Entre autres, nous rendrons disponibles les communiqués sur demande avec un format de caractère d'imprimerie selon la grandeur requise. De plus, nous pourrions transmettre tout

document demandé par fichier électronique. Toujours à la demande, nous pourrions utiliser la communication écrite simplifiée qui consiste à vulgariser le contenu d'un document écrit destiné à des individus pouvant avoir des difficultés à comprendre les subtilités d'un texte. Nous nous fixons comme objectifs de répondre à 100 % des demandes qui nous seront adressées concernant l'accès à la communication écrite.

Accès à l'information Internet
Obstacle identifié
Le site Internet de la SDBJ n'est pas adapté aux personnes ayant des incapacités.

Pour contrer cet obstacle, nous ferons une mise à jour de notre site Internet et respecterons les recommandations et les lignes directrices pour faciliter l'accessibilité des personnes ayant divers types d'incapacités, tel que proposé par le Comité interministériel de normalisation dans son document du 23 juin 2010.

Il est à noter que nous n'avons reçu aucune plainte concernant l'accès aux documents et à l'information. Cependant, nous sommes conscients qu'il existe des obstacles et nous poursuivrons nos efforts pour améliorer la situation.

3.4 Ressources humaines

Intégration à l'emploi
Obstacle identifié
Il peut être difficile pour une personne handicapée de s'intégrer et de se maintenir en emploi.

Lors de l'embauche de nouveaux employés ou lors du maintien en poste d'employés existants, la Société s'engage à éviter toute forme de discrimination à l'égard des personnes handicapées. Les personnes impliquées dans le processus de recrutement seront sensibilisées à cet effet. Le programme de recrutement, sélection et engagement du personnel sera modifié pour inclure cet engagement. Nous nous

assurerons également que nos outils de sélection ne sont pas discriminatoires envers les personnes handicapées.

Déficiences ou traumatisme pour les employés de la SDBJ
Obstacle identifié
Les personnes à l'emploi de la SDBJ qui pourraient être victimes d'un traumatisme ou d'un accident de travail pourraient se retrouver dans l'incapacité d'occuper leur emploi.

Nous entendons faciliter le maintien en fonction des employés qui deviendraient en situation de handicap en cours d'emploi. Si une telle situation se présentait, dans la limite du raisonnable et du possible, nous offririons les adaptations nécessaires au poste de travail de l'employé, à la description de ses tâches et fonctions, ou une alternative à ses fonctions habituelles.

3.5 Processus d'approvisionnement

Afin de se conformer à l'obligation de tenir compte dans notre processus d'approvisionnement lors de l'achat ou de la location de biens et de services, de leur accessibilité aux personnes handicapées, nous avons décidé d'inclure dans notre plan d'action une mesure à cet égard.

Les cadres de la Société seront sensibilisés au fait qu'ils doivent prioriser l'achat ou la location de biens et de services qui soient les plus accessibles aux personnes handicapées.

4. ADOPTION DU PLAN D'ACTION

Le plan d'action a été approuvé par M. Raymond Thibault, président-directeur général de la Société de développement de la Baie-James le 21 décembre 2010.

5. DIFFUSION DU PLAN D'ACTION

Conformément à la Loi, ce plan d'action est rendu disponible au public par le biais de notre site Internet au www.sdbj.gouv.qc.ca. Il est également disponible, sur demande, en format imprimé.

L'ensemble du personnel de la Société sera invité à prendre connaissance de ce plan et à transmettre ses commentaires.

6. SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION

Le suivi de la mise en œuvre sera assuré par madame Josée Roy, directrice de l'administration et secrétaire-trésorière.

Coordonnatrice du plan d'action

Josée Roy, CA
Directrice de l'administration et secrétaire-trésorière
Société de développement de la Baie-James
110, boul. Matagami, case postale 970
Matagami (Québec) J0Y 2A0
Tél.: 819 739-4717, poste 1252
Télec.: 819 739-4329